



## Compte-rendu F3SCT du 17 janvier 25

Pour l'administration : Le recteur, le secrétaire général (SG), le directeur de l'immobilier et de la logistique (DIL) , l'inspecteur santé et sécurité au travail (ISST).

Pour les représentants du personnel, FSU (pour partie en distanciel), CGT

### Exposé du Directeur de la DIL :

Sur le second degré, à ce jour, 100 % des sites sont électrifiés et sur le chemin de l'eau. 27 sites ont accès à internet et au réseau. Le nombre de salles de classe impactées est divers d'un site à un autre mais 70% seraient disponibles.

### **Focus sur les clôtures**

•Phase 1 = Clôture provisoire : redressement des clôtures qui étaient tombées et pose de treillis soudés simple, sans concertina

•Phase 2 = Clôture définitive : remplacement par clôture similaire, si le site est peu impacté, par un autre modèle, si le site est très impacté puis pose de concertina

Possibilité = Conservation de la clôture provisoire + bougainvillier + clôture définitive pour avoir une double protection.

**En phase 1**, toutes les clôtures sont réalisées sauf :

- CLG de Koungou et lycée de petite terre pour lesquels la phase 1 prendra fin le **30 janvier** ;
- CLG de Labattoir : fin prévue le **27 janvier**
- Cité du nord (LPO nord d'Acoua) pour lequel la phase 1 se terminera le **fin février** sauf, d'après le recteur une intervention éventuelle du génie militaire qui accélérerait les travaux début février. Dans ce dernier cas un gardiennage de nuit est prévu pour les locaux.

**La phase 2** avec les clôtures définitives et les concertinas se produira dès que possible.

Concernant les systèmes de sécurité incendie et de sonorisation, des diagnostics et des achats d'extincteurs, devant être livrés le 24 janvier, sont en cours.

En matière de sûreté en présence d'élèves, 66 EMS seront recrutés jusqu'au 31 juillet.

## **Logements de fonction**

Ne sont pas fonctionnels:

- LPO KAHANI 0/5, une réhabilitation en urgence est prévue couplée à une réalisation de logement provisoire + location SIM
- LGT BAMANA MDZ1/3 réhabilitation en urgence
- CLG DZOUMOGNÉ 0/3 logements en location avec la SIM (direct), 1 non utilisé.
- CLG SADA 1/3 réhabilitation en urgence

## **Eau potable**

La SMAE confirme la potabilité de l'eau, de plus dDes osmoseurs sont commandés par les établissements.

## **Mobiliers**

Mobilier commandé : 380 tables, 686 chaises depuis la Réunion et seront livrées dans un délai de 2 semaines

## **Modalité des Profs d'EPS**

*Etat des lieux des pertes sur dans les établissements:*

- Plateau sportif (PS) Lycée du nord et Bamana
- Salle polyvalente de SADA

*Etat des lieux des pertes dans les municipalités*

- Mamoudzou
- Baobab / Cavani
- Plateau de Kaweni
- Gymnase de Cavani
- Stade de Cavani

## **Trois cas particuliers**

LPO Bamana : le plus impacté par Chido, 42 salles de classe sur 70 sont disponibles. La salle des profs et l'infirmierie seront installées dans des salles de classe, et le directeur des travaux dans la maison des lycéens. La zone des travaux sera clôturée. Il faudra attendre mars 2025 pour réhabiliter 5 salles de plus puis septembre 2025 pour arriver à 68 salles. En attendant des modulaires seront posés sur le plateau sportif.

Clq de Chiconi : Très impacté par Chido et les pillages. Pour la rentrée élèves seront posées 18 tentes climatisées en file indienne sur le plateau sportif ; 17 salles sont disponibles ; la salle des profs et la vie scolaire seront placées dans le CDI. La zone des travaux sera clôturée et il est prévu la réhabilitation de 31 salles pour mai 2025.

Lpo du nord (Acoua) : très impacté par le cyclone notamment sur la clôture périmétrique intégralement dégradée, en revanche « peu » de salles de classe ont souffert (9). Le plateau sportif et le bâtiment CAP logistique sont détruits.

**Recteur** : insiste sur la reprise « sans école, il n’y a rien » mais il reconnaît que la commission prévention n’est pas passé dans tous les établissements et que pour le premier degré, 30% des écoles ne peuvent pas réouvrir.

**ISST** : les commissions de sécurité telles que prévues par la règlementation, c’est-à-dire dirigées par la préfecture n’ont pas pu se tenir en raison des délais. Les commissions de prévention qui se déroulent sont, selon lui équivalentes à celles de la préfecture et les maires ne sont pas juridiquement tenus de suivre ces avis.

## **Réactions et questions de la FSU**

Nous intervenons pour contester ce dernier point et dire qu’aucun maire, compte tenu de ses responsabilités pourrait s’affranchir de ces avis. Nous sommes également concernés par ces questions et n’assumerons pas en responsabilité de faire entrer des élèves dans des salles de classe dont la sécurité n’aurait pas été vérifiée.

- FSU : s’agissant des collègues sans toit, que prévoit l’administration sachant que la ministre suite à nos interventions à prôner la bienveillance ?
- Secrétaire général : signaler sa situation à son CE, directeur ou IEN, indiquer sa position géographique et fournir un justificatif.
- FSU : quel justificatif ?
- Secrétaire général : une attestation de non habitabilité de votre logement.
  
- FSU : s’agissant du LPO nord, sachant qu’il a subi il y a un an une agression d’ampleur inégalée, qui avait mis en relief l’insuffisance de la clôture, comment pouvoir reprendre dans des conditions de sécurité acceptables alors que la phase 1 pourtant loin d’être suffisante n’est même pas achevée ?
- Recteur : il répète, suite à notre insistance qu’il n’y aura pas d’élèves tant que la phase 1 ne sera pas terminée.
  
- FSU : alors que les visites de la commission de prévention ne sont pas terminées, pourquoi ne pas différer cette rentrée ? La FSU considère que nous faisons du bricolage

en faisant une rentrée en mode aussi dégradée et rappelle que la **grève débutera ce lundi 20 janvier**.

- Recteur : il le reconnaît implicitement en disant qu'il y aura une jauge minimale, une diminution des volumes horaires et une augmentation des rotations pour les écoles.
- FSU : nous rappelons que chido devrait être une occasion pour construire en parasismique et para cyclonique et donc de ne pas se précipiter pour recommencer les mêmes erreurs.
- Directeur de la DIL : Les dernières constructions ont respecté ces normes et de ce fait n'ont pas été dégradées, à savoir le gymnase de Kawéni, son internat et la chantier de Longoni.

Les prochaines les respecteront-elles ?